

<https://ecoleemancipee.org/spip.php?article3029>



Ne laissons personne démanteler nos droits, battons-nous pour un nouvel horizon.



- Actualités -
Date de mise en ligne : samedi 21 mars 2020

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

Le beau discours de solidarité de Macron tiendra-t-il longtemps face aux appétits des néolibéraux, des réactionnaires de tout poil ? Leur mode d'ordre est simple : le profit plutôt que la santé. Et à ce jeu-là, la compétition est bien lancée entre eux-elles. Fin des congés payés pour satisfaire les chaînes de production, remise en cause des 35 heures, réquisition des agent-es de l'État ... Pour satisfaire une bourse moribonde et des actionnaires pour l'instant largement perdant-es, tout est bon y compris traiter les salarié\$es du BTP de fainéant-es. Les organisations syndicales doivent unitairement répondre à ces provocations et rappeler l'investissement et les sacrifices des salarié.es depuis le début de la crise sanitaire. Elles se doivent d'imposer la protection maximale de celles et ceux qui continuent à travailler.

D'autre part, il nous faut défendre les citoyen-nes à la marge : migrant.es, sans papiers, SDF, RRoms. Quelles mesures sont réellement prises pour ces personnes éloignées des centres de soins, n'ayant que peu de droits ? Il en va de même pour bon nombre d'élèves, issu-es des quartiers défavorisés et des classes populaires qui ne peuvent sortir et profiter de l'école. Et que dire des enfants dont nous savons qu'ils et elles sont maltraité-es et en souffrance dans leur famille ? L'école s'éloigne encore un peu plus de ces élèves. Certes la continuité scolaire est une question importante à se poser et ce n'est surtout pas Blanquer qui nous propose une réponse satisfaisante pour l'ensemble des élèves, étudiants et étudiantes en cette période de confinement. Le travail pour la continuité scolaire ne doit pas conduire à considérer que ce qui a été fait par internet est acquis. Cela creuserait encore les inégalités scolaires et sociales.

Notre responsabilité syndicale est clairement engagée dès maintenant et dans l'après crise sanitaire, que nous espérons la plus courte possible. Il faut réfléchir dès maintenant à l'après, à la défense et à l'amélioration de nos droits. Ne laissons pas celles et ceux qui participent depuis plusieurs années au démantèlement des services publics et de nos droits prendre la main pour continuer leur travail de basse-oeuvre. Commençons dès aujourd'hui à leur dire que nous ne nous laisserons pas faire et que nous nous battons collectivement pour une autre politique, plus démocratique, soucieuse d'égalité et d'équité, faisant de la transition écologique et des services publics des priorités. Macron a déclaré que la santé n'a pas de prix : certes. C'est à l'opposé de sa politique et du néo-libéralisme. Nous saurons lui rappeler dans nos mobilisations à venir.